

COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET DE L'EMPLOI
SOUS-COMMISSION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE AU VENEZUELA

Note du Secrétariat

1. Le but de la présente note est de donner les renseignements demandés le 17 juin 1948 par la Sous-Commission du développement économique en ce qui concerne l'assistance technique qui a été fournie récemment au Gouvernement du Venezuela.
 2. Vers la fin du printemps de 1947, le Secrétariat a été avisé que le Gouvernement du Venezuela se proposait de lui demander son assistance technique au sujet de certains problèmes fiscaux et administratifs. Les deux principaux problèmes mentionnés alors concernaient : (a) Les relations internationales dans le domaine fiscal; (b) la structure du budget. Ces problèmes ont fait l'objet d'entretiens entre fonctionnaires du Gouvernement du Venezuela et du Secrétariat. Sur la base de ces discussions, la Division des finances publiques du Département des affaires économiques a entrepris certaines études. Ces études ont eu pour but, en premier lieu, de grouper les derniers enseignements fournis par l'expérience internationale dans le domaine des questions examinées et, en second lieu, d'analyser l'organisation du système fiscal vénézuélien et son évolution au cours des dix dernières années. Tout en comportant un changement dans l'ordre de priorité du programme des travaux de la Division fiscale des finances publiques, tel que le définissait la résolution 67 (V) du Conseil économique et social, ces études étaient néanmoins conformes aux objectifs généraux de ce programme.
 3. La documentation recueillie au cours des recherches préliminaires mentionnées au paragraphe précédent a été communiquée aux fonctionnaires vénézuéliens. On a jugé, d'autre part, qu'il y aurait intérêt à envoyer à Caracas un fonctionnaire du Secrétariat pour étudier la situation sur place et pour examiner la façon dont les problèmes qui se posaient au Gouvernement du Venezuela dans les domaines budgétaire et fiscal pourraient être abordés. En conséquence, le Gouvernement du Venezuela a demandé officiellement au
- Secrétaire général, en juin 1947, l'envoi d'un fonctionnaire du Secrétariat à Caracas pour une durée de quelques semaines. Il a été convenu que le Gouvernement du Venezuela prendrait à sa charge tous les frais de cette mission.

R E

UNITED NATIONS
ARCHIVES

4. En juillet 1947, un membre du Département des affaires économique a fait un séjour de trois semaines à Caracas et y a travaillé, avec des fonctionnaires vénézuéliens, à l'élaboration d'un programme d'études et de réformes portant sur les questions suivantes :

- (a) Revision de la structure du budget, de manière à tenir un compte séparé des dépenses en immobilisations et des dépenses courantes et à réserver aux investissements productifs et au développement économique les recettes provenant du capital immobilisé;
- (b) Revision de la méthode suivie pour la préparation du budget, de façon à faciliter l'établissement de programmes économiques à long terme;
- (c) Revision des procédures d'exécution du budget et de vérification des comptes des administrations, pour assurer la bonne marche des services gouvernementaux et pour éviter les doubles emplois dans l'exercice des contrôles administratifs et fiscaux;
- (d) Organisation d'un service central chargé de procéder aux achats, de passer les marchés pour le compte du Gouvernement et de répartir les fournitures aux différents services, de manière à réduire les dépenses du Gouvernement consacrées à l'outillage et à faciliter la création ou le développement de certaines industries nationales;
- (e) Etablissement d'un régime de la fonction publique, comportant des dispositions relatives au recrutement, à la formation professionnelle, à l'avancement et à la sécurité sociale des fonctionnaires;
- (f) Réorganisation du contentieux fiscal, de manière à instituer des juridictions ayant une autorité reconnue et une compétence bien définie;
- (g) Réorganisation de l'administration des contributions, simplification et coordination des lois et de la procédure fiscales;
- (h) Réforme technique des tarifs douaniers, sur la base de la nomenclature type de la Société des Nations, et réorganisation de l'administration et des méthodes douanières;
- (i) Définition des principes qui doivent régir le traitement fiscal accordé par le Venezuela aux investissements étrangers, et dont on devra s'inspirer en négociant avec les pays étrangers des traités fiscaux tendant à empêcher les doubles impositions et l'évasion fiscale sur le plan international;
- (j) Création d'une administration nationale des ports, chargée de gérer et de mettre en valeur les ports nécessaires au développement économique du pays et d'accélérer le débit des importations et des exportations.

5. Ce vaste programme d'études et de réformes a été le résultat d'échanges de vues qui ont mis en lumière l'interdépendance de toutes les questions examinées. On s'est rendu compte également que les améliorations apportées aux institutions et aux pratiques fiscales n'auraient leur plein effet que si elles s'accompagnaient de réformes administratives de grande portée. On a admis que la mise en oeuvre de ce programme constituerait une opération continue, qui durerait un ou deux ans. On a estimé qu'il y aurait lieu de confier la préparation technique de ce programme à une commission spéciale pourvue de moyens d'information et d'action appropriés. Il a été décidé enfin de dresser un ordre de priorité pour les divers problèmes que devrait examiner la commission, suivant leur importance et leur urgence relative.

6. Au cours des mois suivants, le Gouvernement vénézuélien a créé une "Commission d'études administratives et fiscales", en partant d'un organe qui fonctionnait sous le nom de "Commission de législation fiscale". La nouvelle Commission a été dotée d'un secrétariat permanent d'environ 25 membres. Pour aider la Commission dans ses travaux, le Gouvernement s'est assuré, pour une durée allant de trois mois à un an, les services de conseillers hautement qualifiés qui ont été recrutés dans divers pays étrangers, avec le concours du Secrétariat des Nations Unies. Toutes ces dispositions ont été sanctionnées par un décret présidentiel autorisant le Ministre des finances à procéder aux réformes envisagées et à demander le concours des autres départements ministériels à cet effet. Des membres du Secrétariat des Nations Unies ont contribué à l'élaboration de ces mesures : à cette fin, un fonctionnaire du Secrétariat a fait deux séjours de quinze jours au Venezuela, et un autre y a séjourné cinq semaines, au cours du deuxième semestre de 1947.

A l'heure actuelle, les résultats obtenus par la réforme administrative et fiscale entreprise par le Gouvernement du Venezuela avec l'assistance technique initiale des Nations Unies sont les suivants :

- (a) Un nouveau système de classification budgétaire a été adopté pour le budget de 1949-1950;
- (b) Les travaux sont bien avancés en ce qui concerne des projets de lois tendant à réformer le système fiscal du pays et à le faire passer de l'impôt indirect à l'impôt direct;
- (c) Les travaux de la Commission chargée de préparer des mesures tendant à éviter les doubles impositions sont en bonne voie, et des ouvertures ont été faites à certaines puissances en vue de la négociation d'accords fiscaux internationaux;
- (d) Un nouveau projet de tarif douanier a été établi sur la base de la nomenclature de la Société des Nations, avec suppression de certains droits dits "coloniaux";
- (e) Dernièrement, la Commission s'est assurée les services d'experts étrangers chargés d'étudier une réforme de l'organisation bancaire; un projet de nouvelle loi organique sur la Banque centrale a été rédigé;
- (f) Il a été procédé à un recensement de tous les fonctionnaires du Gouvernement, ce qui a permis, pour la première fois, de rassembler les données indispensables pour la préparation des plans administratifs touchant le corps des fonctionnaires;
- (g) Les résultats de ce recensement ont servi de base à un projet de classification des emplois gouvernementaux et une nouvelle échelle des traitements a été adoptée;
- (h) Toujours sur la base du recensement, l'administration prépare un système de pensions de retraite et a mis à l'étude l'organisation de services médicaux au profit des employés de l'Etat;
- (i) L'administration poursuit une étude de la structure et du fonctionnement des institutions et services gouvernementaux; cette étude est terminée en ce qui concerne le Ministère des finances, le Trésor et le Ministère des affaires étrangères; elle est en bonne voie en ce qui concerne le Ministère des travaux publics, le Ministère des communications et divers offices autonomes du Gouvernement chargés des questions relatives au développement économique;
- (j) Cette étude administrative a permis de dresser un vaste plan de réorganisation du Ministère des finances et de préparer des plans analogues pour d'autres ministères;

(k) Des enquêtes systématiques sont en cours et les premières mesures de centralisation sont entreprises dans les nombreux services gouvernementaux de fournitures et d'entretien.

8. Bien qu'ils aient une grande importance pour le développement de l'économie du Venezuela, les résultats mentionnés ci-dessus ne sont que des pierres d'attente. On l'a dit, l'oeuvre entreprise n'a que six mois d'existence environ et il était prévu, dès l'origine, qu'elle durerait un ou deux ans. D'autre part, on notera que si les Nations Unies ont fourni les services techniques qui ont mis en branle ces études et ces mesures de réformes de grande portée, leur contribution matérielle a consisté à mettre deux de leurs fonctionnaires à la disposition du Gouvernement du Venezuela pour une durée qui, pour chacun d'eux, n'a pas dépassé six semaines. De plus, le Gouvernement vénézuélien a remboursé la totalité des frais de voyage et de séjour résultant de l'envoi en mission de ces deux fonctionnaires au Venezuela.
